

L'Observatoire Parlement

Comment les citoyens suivent et s'approprient l'actualité du Parlement, de ses textes et de ses forces politiques ?

Vague 5 – Novembre 2023



toluna   harris
interactive



Méthodologie d'enquête	P. 3
L'actualité parlementaire restituée par les Français	P. 5
Les Français et leur perception des groupes parlementaires	P. 7
Le regard des Français sur le rôle et les missions des parlementaires	P.14
Le regard des Français sur le cumul des mandats	P.18
Le regard des Français sur la situation de majorité relative à l'Assemblée nationale	P. 23
Le regard des Français sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale	P. 25

Méthodologie d'enquête



Enquête réalisée **en ligne** du **7 au 10 novembre 2023**.

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un baromètre permettant de comprendre comment les citoyens suivent et s'approprient l'actualité du Parlement, de ses textes et de ses forces politiques.



Échantillon de **1 013** personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus.



Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : **sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e)**.



Les rappels font référence aux deux précédentes vagues d'enquête, réalisées selon la même méthodologie :

Vague 1 – Septembre 2022. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 23 au 26 septembre 2022.

Vague 2 – Janvier 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 6 au 9 janvier 2023.

Vague 3 – Avril 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 31 mars au 3 avril 2023.

Vague 4 – Septembre 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 19 au 22 septembre 2023.

https://harris-interactive.fr/opinion_polls/observatoire-parlement-vague-1/

https://harris-interactive.fr/opinion_polls/lobservatoire-parlement-vague-2/

https://harris-interactive.fr/opinion_polls/lobservatoire-parlement-vague-3/

https://harris-interactive.fr/opinion_polls/lobservatoire-parlement-vague-4/

Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

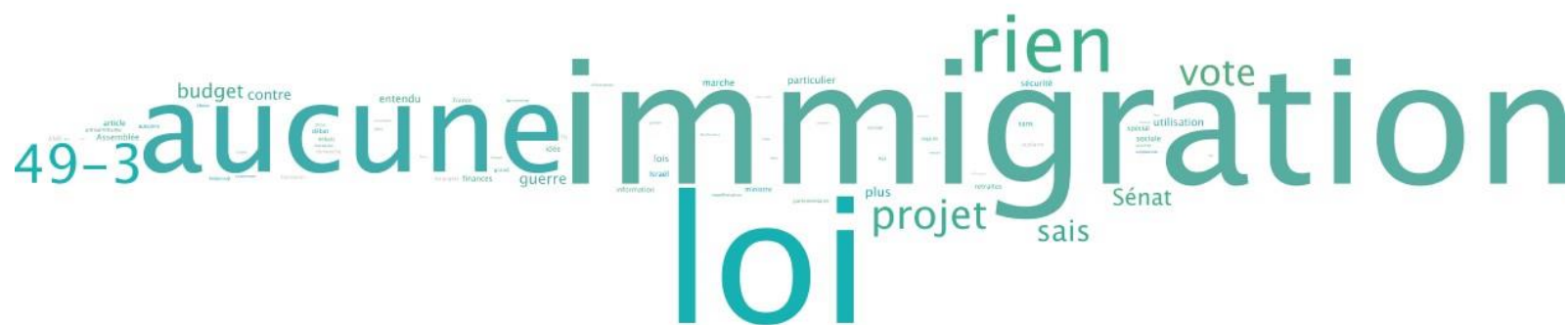
Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

L'actualité parlementaire restituée par les Français

Si en septembre dernier les Français avaient du mal à restituer une actualité, le projet de loi immigration concentre cette fois une large majorité de leurs évocations. L'utilisation répétitive de l'article 49.3 est également mentionnée.

Quelles sont toutes les informations que vous avez vues, lues ou entendues concernant l'actualité parlementaire (c'est-à-dire concernant l'Assemblée nationale et le Sénat) au cours des dernières semaines ?

- À tous -



« Le projet de la nouvelle loi immigration va bientôt être débattue au Sénat et à l'Assemblée Nationale et les débats risquent d'être animés. »

« La loi sur l'immigration et le vote des budgets 2024 »

« L'énième recours à l'article 49-3 de la Constitution par la Première ministre pour faire adopter le texte du budget. »

Octobre 2022

Janvier 2023

Avril 2023

Septembre 2023

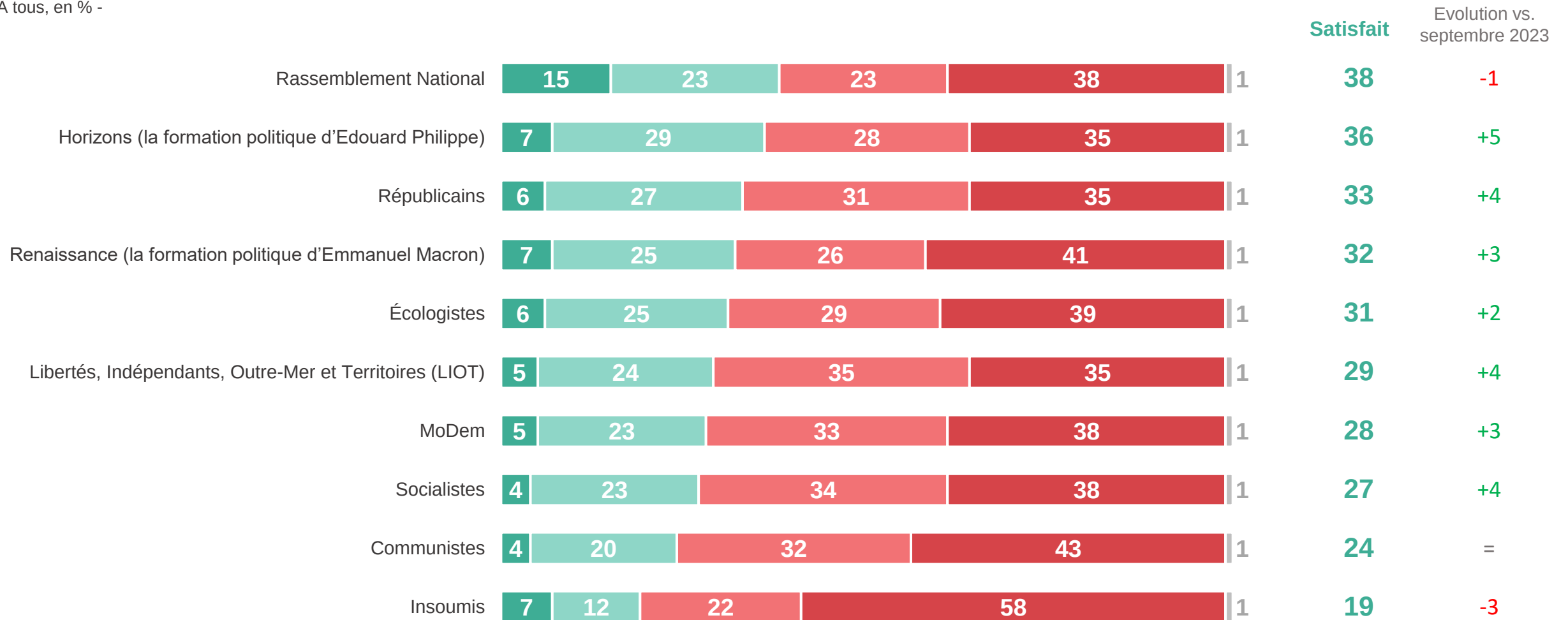


Les Français et leur perception des groupes parlementaires

Pour chacun des groupes parlementaires évoqués, moins d'1 Français sur 2 se déclarent satisfaits de leur travail, le Rassemblement National restant la formation la plus positivement perçue, Si l'on observe dans l'ensemble une hausse de ces chiffres, notamment pour les formations de la majorité présidentielle, le score recueilli par les parlementaires Insoumis est lui en baisse

D'après ce que vous savez de leurs votes et de leurs déclarations, êtes-vous satisfait(e) ou non des parlementaires... ?

- À tous, en % -



Dans un contexte où l'actualité parlementaire est relativement effacée par les événements sur la scène internationale, on observe notamment que la satisfaction envers les parlementaires insoumis poursuit sa baisse alors que les autres formations de gauche enregistrent des chiffres stables, voir en hausse

D'après ce que vous savez de leurs votes et de leurs déclarations, êtes-vous satisfait(e) ou non des parlementaires... ?

- À tous, en % de « Satisfait » -

	Octobre 2022	Janvier 2023	Avril 2023	Septembre 2023	Novembre 2023
Rassemblement National	39	42	37	39	38
Horizons (la formation politique d'Edouard Philippe)	34	42	29	31	36
Républicains	31	43	27	29	33
Renaissance (la formation politique d'Emmanuel Macron)	32	41	26	29	32
Écologistes	34	42	31	29	31
Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires (LIOT)	-	-	31	25	29
MoDem	27	36	25	25	28
Socialistes	29	39	28	23	27
Communistes	27	31	28	24	24
Insoumis	27	31	27	22	19

Détail par proximité politique

D'après ce que vous savez de leurs votes et de leurs déclarations, êtes-vous satisfait(e) ou non des parlementaires... ?

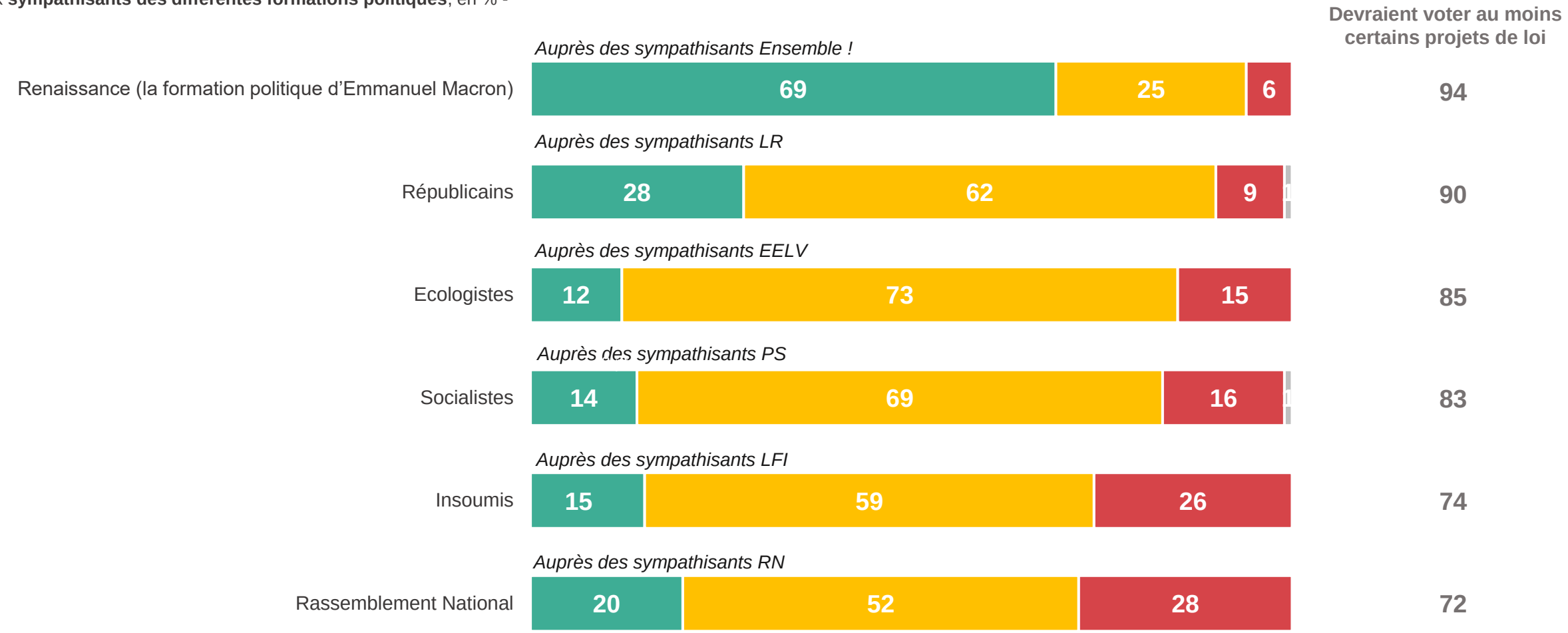
- À tous, en % de « Satisfait » -

	Ensemble des Français	Proximité politique						Sans préférence partisane
		LFI	PS	EELV	Ensemble !	LR	RN	
Rassemblement National	38	36	24	16	22	41	87	22
Horizons	36	33	37	35	75	53	19	27
Républicains	33	34	27	19	44	89 ⁺¹⁶	24	20
Renaissance	32	27	26	27	85 ⁺⁸	43	12	26
Ecologistes	31	63	57	71	24	23	16	23
Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires (LIOT)	29	51	39	37	27	30	21	21
MoDem	28	32	30	31	61	39	11	15
Socialistes	27	57	64	54	24	19	12	17
Communistes	24	48	48	35	24	11	12	18
Insoumis	19	72 ⁻⁹	29	19	13	11	9	12

Les sympathisants de toutes les formations politiques d'opposition estiment majoritairement que « leurs » parlementaires devraient évaluer les projets de loi au cas par cas

Selon vous, les parlementaires suivants devraient-ils voter ou non les projets de lois portés par le gouvernement ?

- Aux sympathisants des différentes formations politiques, en % -

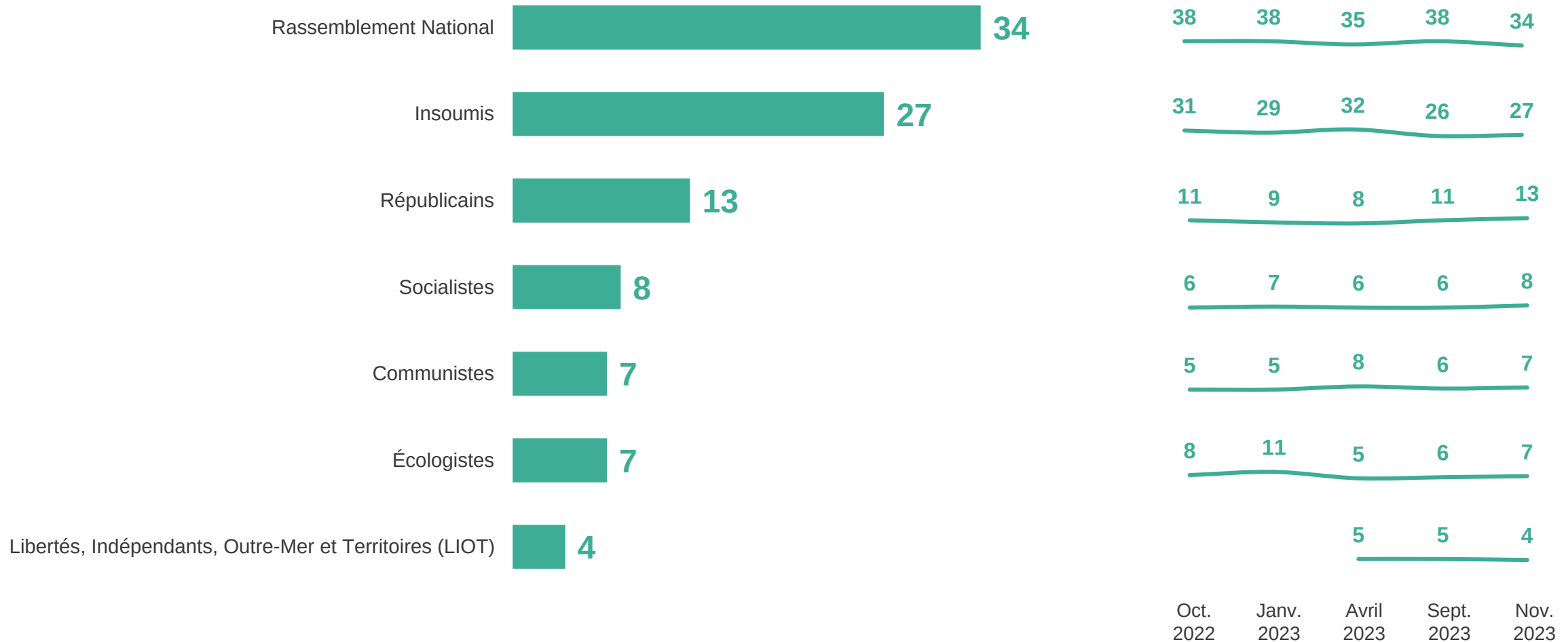


- Devraient voter tous les projets de loi du gouvernement
- Devraient décider au cas par cas de voter ou de s'opposer aux projets de loi du gouvernement
- Devraient s'opposer à tous les projets de loi du gouvernement
- Ne se prononce pas

Comme depuis le début de la législature, les Français estiment que l'opposition au gouvernement au sein du Parlement est la mieux représentée par les parlementaires du Rassemblement National (malgré un léger recul) et de la France Insoumise

Selon vous quels sont les parlementaires qui s'opposent le mieux au gouvernement au sein du Parlement ? Les parlementaires...? (1 seule réponse possible)

- À tous, en % -



Détail par proximité politique

Selon-vous quels sont les parlementaires qui s'opposent le mieux au gouvernement au sein du Parlement ? Les parlementaires... ? (1 seule réponse possible)

- À tous, en % -

	Ensemble des Français	Proximité politique						Sans préférence partisane
		LFI	PS	EELV	Ensemble !	LR	RN	
Rassemblement National	34	9	13	19	19	25	81	36
Insoumis	27	48 ^{-9*}	33	36	39	21	14	24
Républicains	13	6	5	8	21	42 ⁺¹⁰	2	11
Socialistes	8	5	35	8	5	2	-	9
Communistes	7	15	4	2	6	4	1	6
Ecologistes	7	8	9	23	6	-	2	8
Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires (LIOT)	4	9	1	4	4	2	-	4

* Et même -31 points depuis oct. 2022

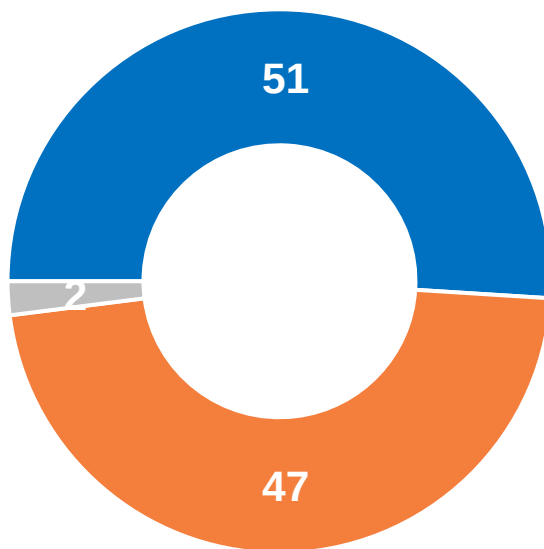
Le regard des Français sur le rôle et les missions des parlementaires

Les Français sont partagés vis-à-vis du rôle principal d'un parlementaire, une moitié d'entre eux estimant qu'il doit avant tout participer à la construction de la loi, l'autre moitié qu'il doit en premier lieu représenter son territoire d'élection en portant ses préoccupations (notamment les proches de LFI et du RN)

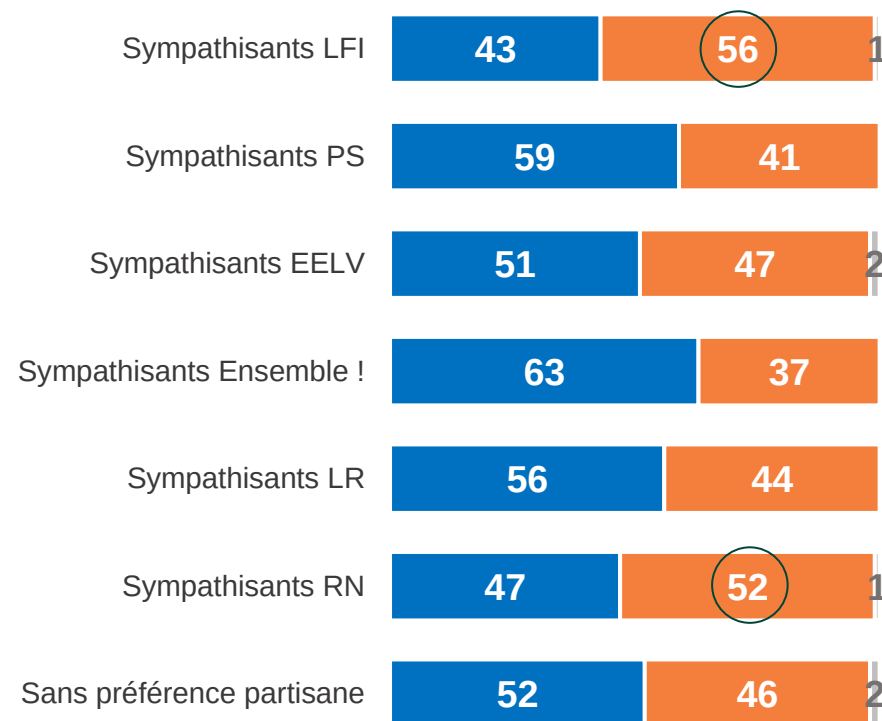
Selon-vous quel doit être le rôle principal d'un parlementaire (député/sénateur) ?

- À tous, en % -

**Avant tout participer à
la construction de la loi**



**Avant tout porter les
préoccupations de
son territoire
d'élection**



Les Français attendent en priorité de leurs parlementaires qu'ils soient les porte-paroles des préoccupations de leurs électeurs à l'Assemblée et qu'ils reçoivent directement les citoyens de leur circonscription. Assister ces derniers dans leurs démarches en matière de logement ou d'emploi et agir pour le développement des services publics dans la circonscription sont également des missions jugées importantes

Selon-vous quelle devrait être la principale mission pour un parlementaire (député/sénateur) concernant le territoire où il (elle) a été élu(e) ? (3 réponses possibles)

- À tous, en % -



NB : peu de différences existent entre les familles politiques de référence sur cette question

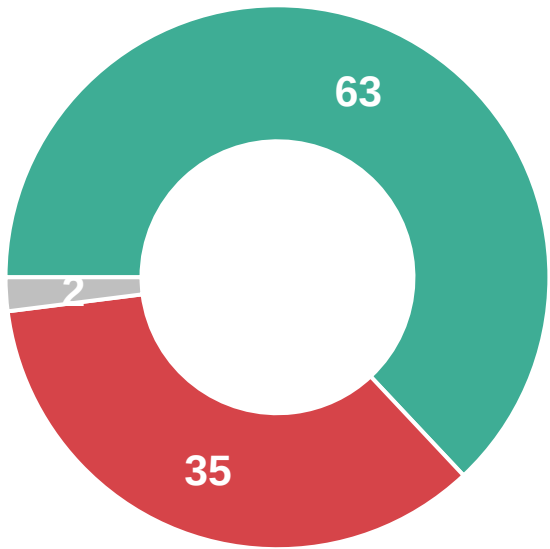
Le regard des Français sur le cumul des mandats

Une majorité des Français estiment que la règle du non-cumul des mandats nationaux et territoriaux est une bonne chose, une opinion partagée par les sympathisants de l'ensemble des formations politiques

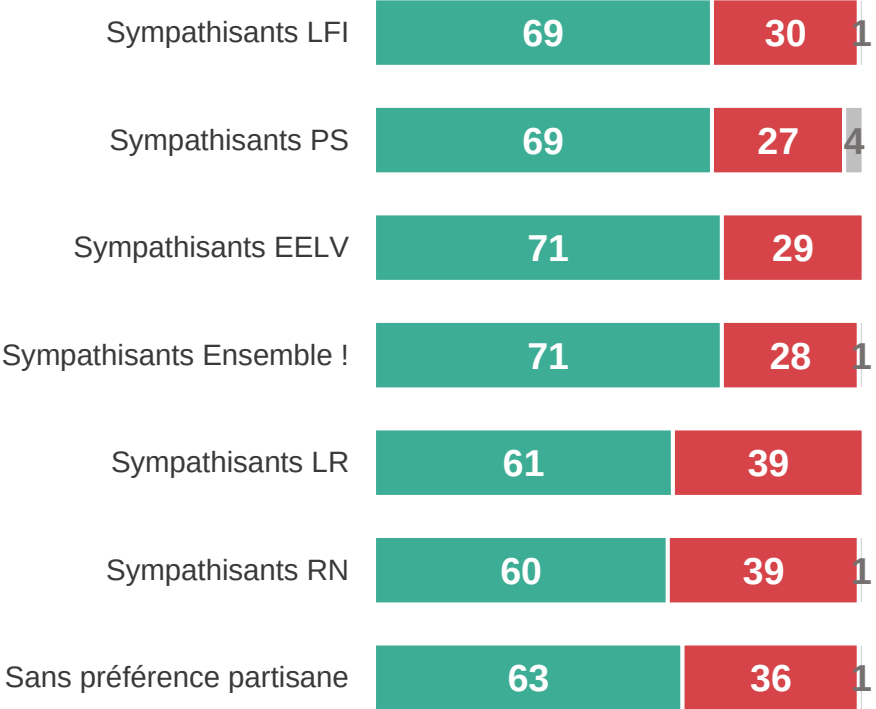
Actuellement les parlementaires (sénateurs et députés) ne peuvent pas exercer de fonction exécutive locale. C'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas exercer les fonctions de maire, adjoint au maire, président ou vice-président de conseil départemental ou régional, président ou vice-président de métropole. Diriez-vous de cette règle que ... ?

- À tous, en % -

C'est une bonne chose, car un député ou sénateur doit pouvoir se consacrer entièrement à sa fonction de parlementaire



C'est une mauvaise chose car les parlementaires sont moins intégrés dans la vie locale et sont moins au courant des enjeux de leur circonscription



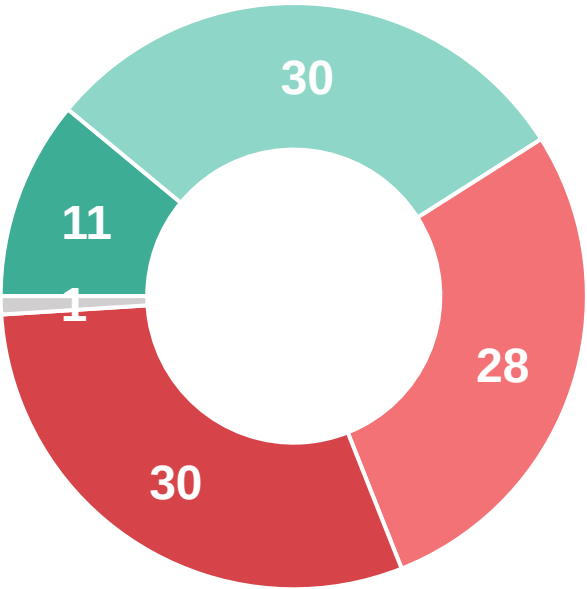
Seuls 4 Français sur 10 se déclarent favorables au cumul des mandats de parlementaire et de maire

Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce qu'un parlementaire (député ou sénateur) puisse cumuler son mandat de parlementaire avec un mandat de maire ?

- À tous, en % -

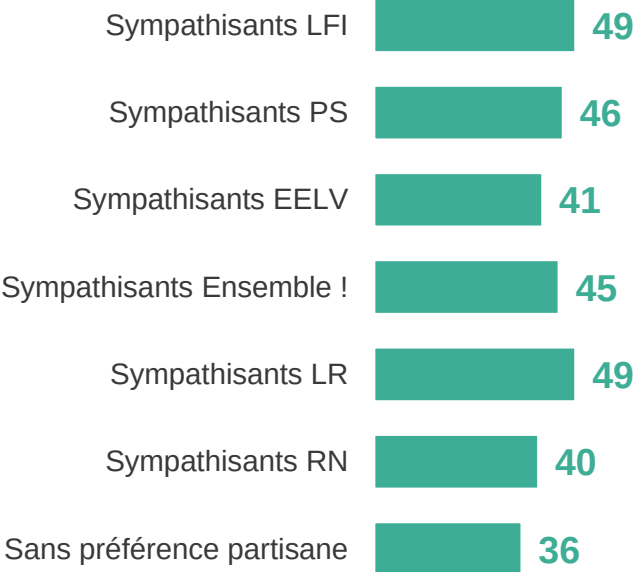
Favorable : 41%

Opposé(e) : 58%



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

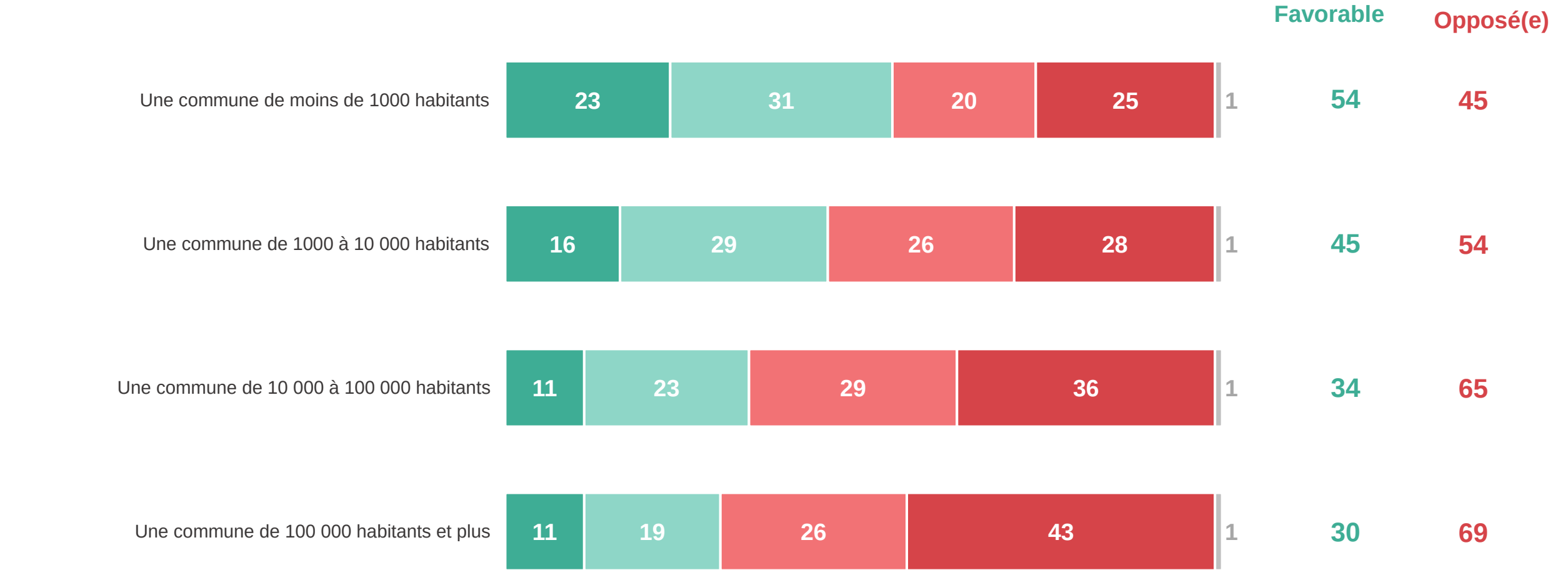
Favorable



Une opinion qui varie selon la taille de la commune : si les Français sont une courte majorité à se montrer favorables au cumul des mandats de parlementaire et de maire d'une petite commune, l'opposition à ce cumul progresse plus la taille de la commune est importante

Plus précisément êtes-vous favorable ou opposé(e) à ce qu'un parlementaire (député ou sénateur) puisse cumuler son mandat de parlementaire avec un mandat de maire pour les types de communes suivants ?

- À tous, en % -



Détail par proximité politique

Plus précisément êtes-vous favorable ou opposé(e) à ce qu'un parlementaire (député ou sénateur) puisse cumuler son mandat de parlementaire avec un mandat de maire pour les types de communes suivants ?

- À tous, en % de réponses « Favorable » -

	Ensemble des Français	Proximité politique						Sans préférence partisane
		LFI	PS	EELV	Ensemble !	LR	RN	
Une commune de moins de 1000 habitants)	54	60	50	65	54	64	62	46
Une commune de 1000 à 10 000 habitants	45	54	44	53	42	58	48	39
Une commune de 10 000 à 100 000 habitants	34	47	31	31	28	42	36	31
Une commune de 100 000 habitants et plus	30	40	30	20	28	35	30	24

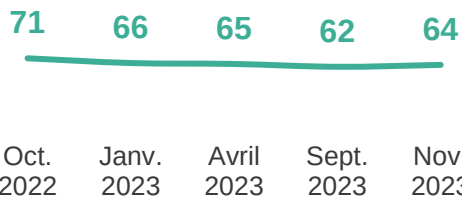
Le regard des Français sur la situation de majorité relative à l'Assemblée nationale

Comme depuis le début de la législature, les Français estiment majoritairement que la situation de majorité relative est positive. Les proches de la majorité sont toujours aussi partagés, près de la moitié estimant qu'il s'agit d'une bonne chose.

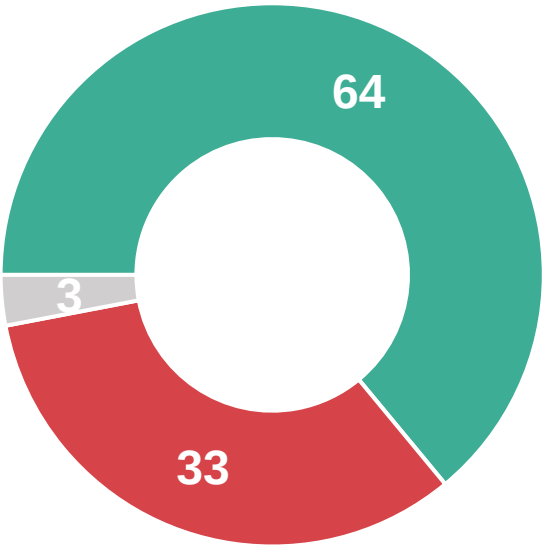
À l'issue des élections législatives de juin 2022, Renaissance (la formation politique d'Emmanuel Macron) et ses mouvements alliés (le MoDem et Horizons) ont obtenu une majorité relative à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire qu'ils ne disposent pas de la majorité absolue. Diriez-vous de cette situation que...

- À tous, en % -

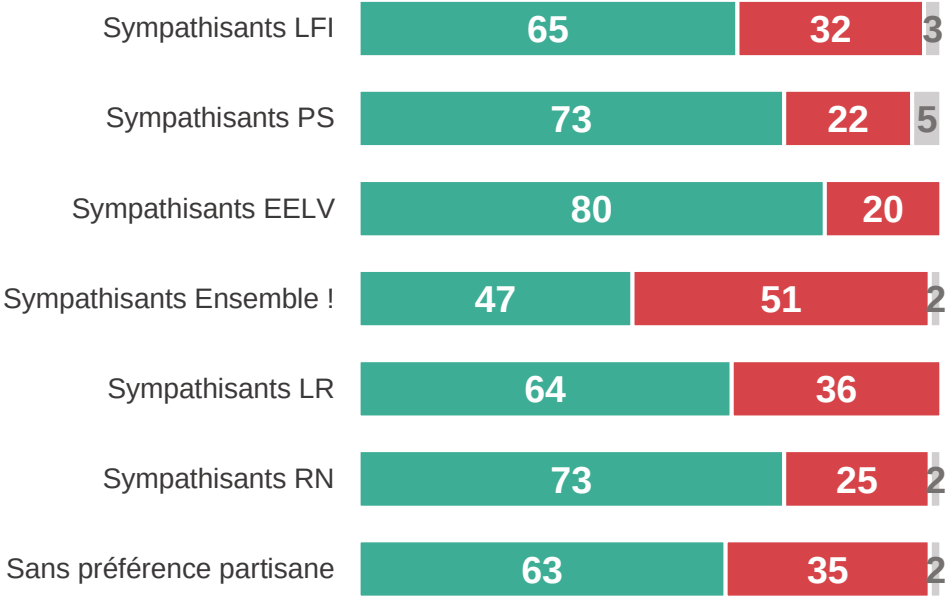
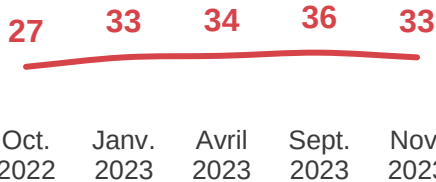
C'est plutôt une bonne chose car cela incite les députés de la majorité à dialoguer avec d'autres formations politiques pour aboutir à des compromis



Ne se prononce pas



C'est plutôt une mauvaise chose car cela ne permet pas à la majorité de voter les lois qu'elle propose et crée des situations de blocage



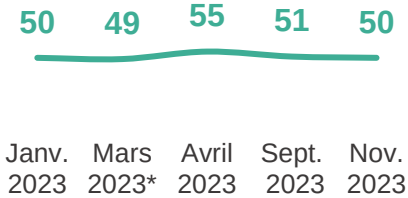
Le regard des Français sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale

1 Français sur 2 estime que le Président de la République doit dissoudre l'Assemblée nationale, un chiffre stable depuis septembre dernier. Si les sympathisants RN et LFI restent les plus favorables à la dissolution, on observe un recul de cette opinion auprès des proches de la majorité présidentielle.

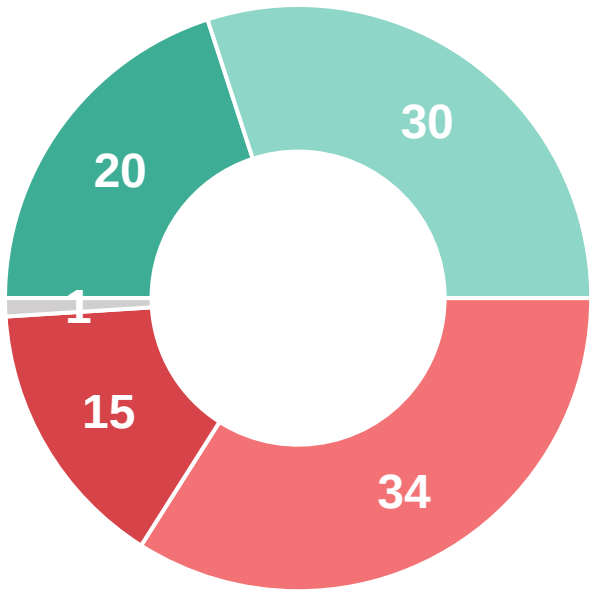
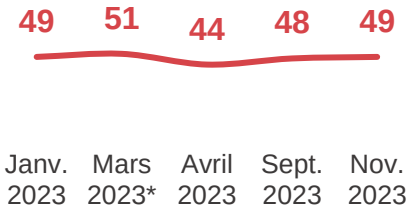
Le Président de la République dispose du droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives. Selon-vous, Emmanuel Macron doit-il exercer ce pouvoir et dissoudre l'Assemblée nationale au cours des 6 prochains mois ?

- À tous, en % -

Oui : 50%



Non : 49%



- Oui tout à fait
- Oui plutôt
- Non plutôt pas
- Non pas du tout
- Ne se prononce pas

Oui

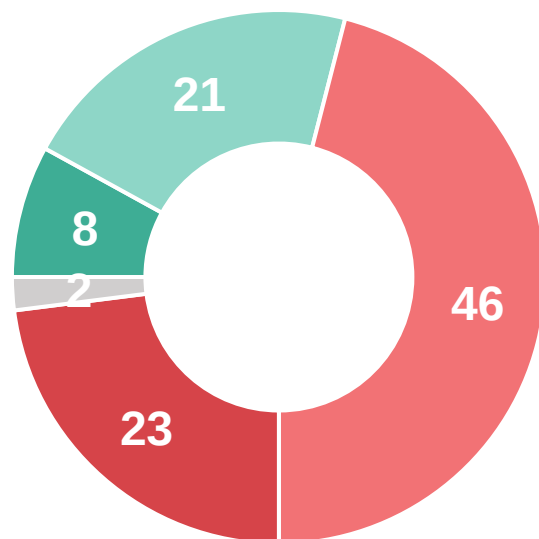
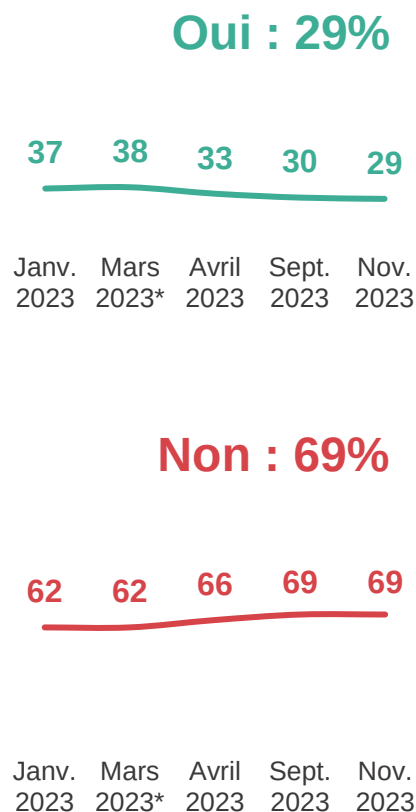
		Janv. 2023	Mars 2023*	Avril 2023	Sept. 2023	Nov. 2023
Sympathisants LFI	67	65	56	61	64	67
Sympathisants PS	55	48	53	61	55	55
Sympathisants EELV	42	59	50	57	40	42
Sympathisants Ensemble !	31	44	42	44	47	31
Sympathisants LR	45	56	49	42	43	45
Sympathisants RN	69	53	52	69	63	69
Sans préférence partisane	47	37	42	51	42	47

NB : Les données datées de mars 2023 sont issues de l'enquête « Intentions de vote pour les élections législatives anticipées en cas de dissolution de l'Assemblée nationale en 2023 » Enquête Toluna Harris Interactive pour Challenges réalisée en ligne du 3 au 7 mars 2023, (c'est-à-dire pendant l'examen du texte par le Sénat et avant le recours au 49.3 à l'Assemblée nationale)
https://harris-interactive.fr/opinion_polls/intentions-de-vote-pour-les-elections-legislatives-anticipees-en-cas-de-dissolution-de-lassemblee-nationale-en-2023/

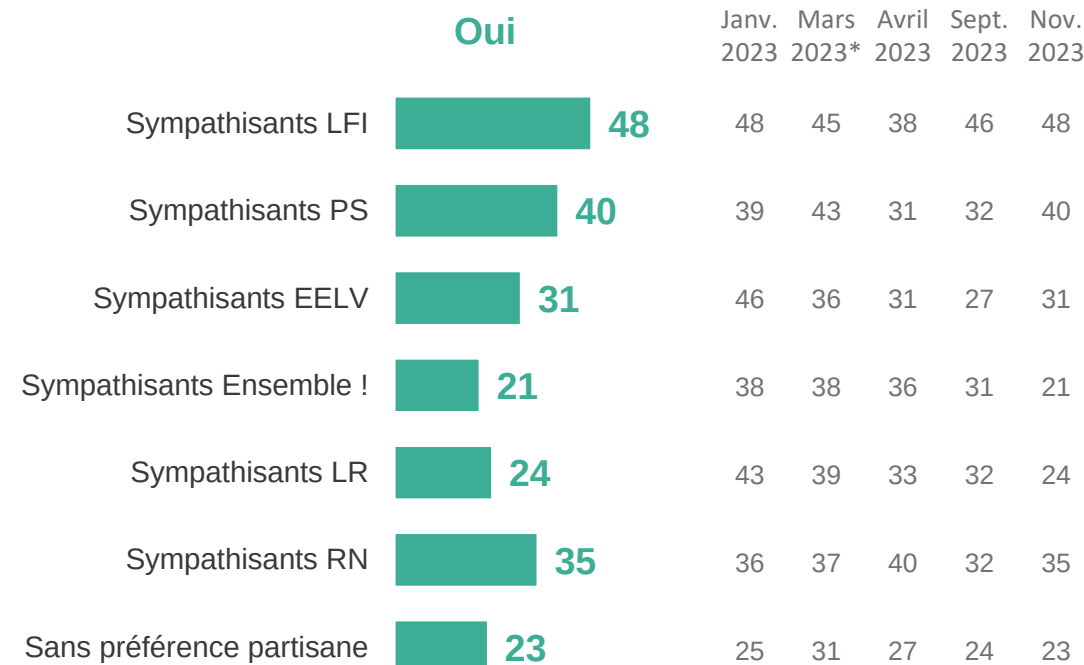
Moins d'un tiers des Français se montrent en revanche convaincus qu'Emmanuel Macron va utiliser son droit de dissoudre l'Assemblée nationale dans les mois qui viennent, en baisse de 8 points depuis la première mesure en janvier dernier (mais en hausse parmi les proches de la gauche et du RN)

Et selon vous, le Président de la République Emmanuel Macron va-t-il exercer son droit et dissoudre l'Assemblée nationale au cours des 6 prochains mois ?

- À tous, en % -



- Oui, certainement
- Oui, probablement
- Non, probablement pas
- Non, certainement pas
- Ne se prononce pas



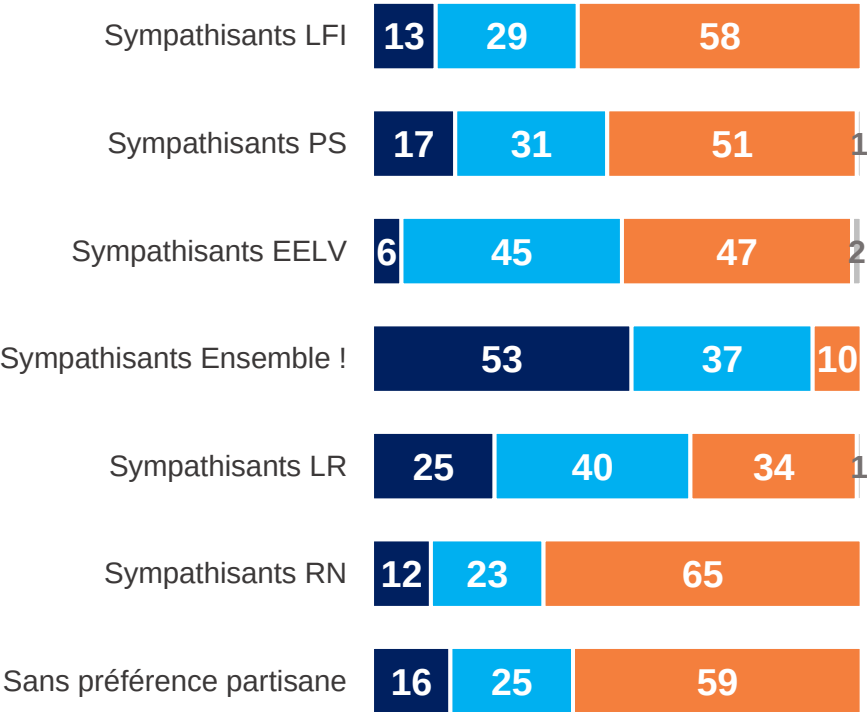
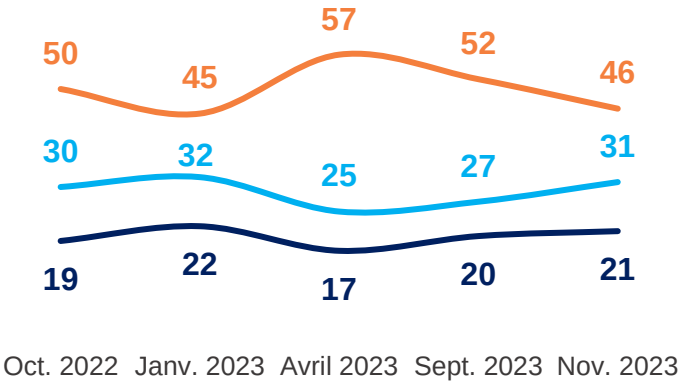
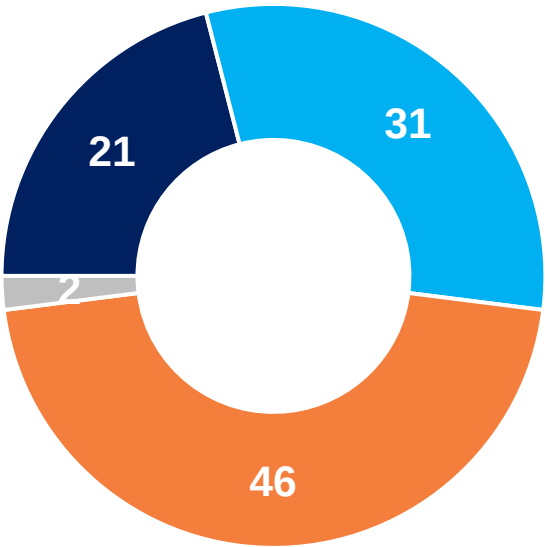
NB : Les données datées de mars 2023 sont issues de l'enquête « Intentions de vote pour les élections législatives anticipées en cas de dissolution de l'Assemblée nationale en 2023 » Enquête Toluna Harris Interactive pour Challenges réalisée en ligne du 3 au 7 mars 2023, (c'est-à-dire pendant l'examen du texte par le Sénat et avant le recours au 49.3 à l'Assemblée nationale)

https://harris-interactive.fr/opinion_polls/intentions-de-vote-pour-les-elections-legislatives-anticipees-en-cas-de-dissolution-de-lassemblee-nationale-en-2023/

Si les élections législatives avaient lieu dimanche prochain, une courte majorité de Français souhaiterait que Renaissance dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale, dont 31% souhaiteraient une majorité relative comme c'est le cas actuellement, des chiffres en hausse depuis avril dernier

Si les élections législatives avaient lieu dimanche prochain, souhaiteriez-vous que Renaissance, la formation politique d'Emmanuel Macron, et ses mouvements alliés (le MoDem et Horizons...) ?

- À tous, en % -



- Disposent à eux seuls de la majorité absolue au sein de l'Assemblée nationale
- Disposent d'une majorité relative au sein de l'Assemblée nationale
- Ne disposent pas d'une majorité au sein de l'Assemblée nationale et qu'il y ait une cohabitation
- Ne se prononce pas

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un baromètre trimestriel permettant de comprendre comment les citoyens suivent et s'approprient l'actualité du Parlement, de ses textes et de ses forces politiques.

Jean-Daniel Lévy

Directeur délégué
d'Harris Interactive

01 44 87 60 30

jdlevy@harrisinteractive.fr

Kheidi Bentamra

Directrice conseil
chez Séance Publique

01 70 39 51 70

kbentamra@seance-publique.com

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le nom de l'institut, le nom du commanditaire de l'étude, la méthode d'enquête, les dates de réalisation et la taille de l'échantillon.

À propos

SEANCE PUBLIQUE est un cabinet de conseil en Affaires Publiques et Influence. Pionnier du lobbying responsable depuis 2008, il anticipe au quotidien les évolutions de la réglementation du métier et analyse sans cesse les débats qui animent l'arène politique.

TOLUNA – HARRIS INTERACTIVE, partenaires des études agiles pour penser le monde de demain.

Toluna révolutionne le monde des insights consommateurs et citoyens en combinant technologie innovante et accès direct en temps réel à la plus grande communauté mondiale dédiée aux études.

Harris Interactive regroupe les meilleurs experts et accompagne tous types de clients à prendre les bonnes décisions, avec un temps d'avance.

